



José RUIZ

Maire-Adjoint de Montereau

Candidat du rassemblement des forces
de progrès pour se défendre et changer
présenté par le Parti Communiste Français

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Beaucoup d'entre vous me le disent : "Ça ne peut plus durer !
Notre vie est trop dure !".

La hantise du chômage, de la régression du niveau de vie est
partagée par le plus grand nombre.

En même temps, vous aspirez à voir quelque chose de neuf
se construire. Tout devrait nous le permettre.

- La France est un pays riche, mais 4 millions de pauvres y vivent.
- La France est un grand pays industrialisé, mais la "génération Mitterrand" est celle du chômage et du travail précaire.
- La France est le pays de la générosité mais les sans-abris, les mal-logés sont légion.
- La France est le pays où la protection sociale est née avec la Résistance et A. Croizat, mais certains n'arrivent plus à se soigner et on parle de mettre à mort des centaines de services hospitaliers (l'hôpital de Montereau est menacé).
- La France est le pays du statut de la fonction publique, mais la droite parle de démanteler l'E.D.F., la S.N.C.F. après que le Parti Socialiste se soit attaqué aux P.T.T. et à Renault.
- La France est devenue ce pays aux 3 millions de chômeurs, mais la moitié des 1000 milliards de profits va à la bourse et non à l'emploi.
- La France a la plus performante des agricultures en Europe, mais on propose à nos agriculteurs de mettre leurs terres en friche et de vivre de subventions.
- La France est ce pays de contraste : riche de son histoire sociale, fière de sa générosité mais malade de la course au profit maximum.

Comme moi, vous êtes nombreux à vous inquiéter de cette dérive, à refuser cette loi de la jungle.

Vous ne voulez renoncer ni aux valeurs de progrès, ni aux idées de générosité, de solidarité.

Vous voulez exprimer votre mécontentement de la politique actuelle aux antipodes des promesses faites.

Comment le ferez-vous, le 21 mars ?

Certainement pas en votant pour le député sortant de la Droite, qui a approuvé toutes les atteintes aux acquis sociaux et voté la loi d'auto-amnistie des politiciens, dont le programme RPR-UDF menace le droit à la retraite à 60 ans, les allocations familiales, sacrifie l'école publique, accroît les cadeaux aux privilégiés et l'austérité par le peuple.

Certainement pas en votant pour le candidat socialiste qui a toujours cautionné une politique gouvernementale dont vous ne voulez plus.

Pas plus en votant pour la candidate écologiste, dont l'un des premiers actes concrets a été de voter le budget de droite de la région Ile de France (impôts locaux : + 13,5 % ; carte grise : + 27 % ; - 11 % pour les crédits de formation).

Depuis de nombreuses années, vous connaissez ma résolution à combattre la droite et sa politique. Vous savez également que mon opposition au gouvernement actuel tient à sa politique de droite menée d'ailleurs avec des hommes de droite.

Ces mêmes raisons m'ont conduit à agir pour le "NON" de gauche à Maastricht. Un "NON" majoritaire dans notre circonscription malgré les appels à voter "OUI" du député de Droite, du Parti Socialiste, de Génération Ecologie.

Les spectaculaires méfaits (Hoover, Sopalin, Grundig...) de cette politique d'intégration européenne **vous et nous** donnent raison.

Prendrez-vous le risque d'inverser votre "NON" du 20 septembre ?

Par delà la diversité de vos opinions que je respecte, je vous propose de vous servir du bulletin de vote qui porte mon nom. Vous serez assuré d'avoir voté pour vous défendre et vous faire entendre.

José RUIZ

DES PROPOSITIONS POUR LA CIRCONSCRIPTION :

EMPLOI :

Porter un coup d'arrêt au chômage et créer des centaines d'emplois.

1 - Dire non aux licenciements en agissant pour l'application de la loi votée à l'initiative des députés communistes. "Pas de licenciements sans reclassement" (Jeumont Schneider, industrie et téléphonie, SILEC, NODET, SNECMA...).

2 - Utiliser les milliards de fonds versés en Seine-et-Marne pour la création d'emplois, la formation et non pour licencier.

3 - Développer les filières industrielles et renforcer la coopération avec les PMI-PME.

- Rapatriement des productions sur le site Jeumont Schneider Champagne.

- Développement des industries : pharmaceutiques (la COOPER, Vernin, GMG), électriques (SILEC), aéronautiques (SNECMA, SODUPUN), machinisme agricole (NODET), dérivés de l'agriculture (implantation d'une usine d'éthanol à Montereau).

- Développement de la coopération entre les industries locales, par exemple la SAM, produit des alliages, des matériaux pour les bâtiments et travaux publics, NODET, la CERMEF utilisent de tels matériaux.

4 - Humaniser les services publics.

- Aux PTT, à l'EDF, à la SNCF pour répondre aux besoins des usagers, il est nécessaire de créer des emplois.

- A la cité administrative, à la sécurité sociale, à la CAF ; création des postes nécessaires à un accueil décent des usagers.

- Embauche dans les services publics des Contrats Emploi Solidarité ayant la qualification.

Santé :

- Modernisation et développement des services hospitaliers.

- Action avec les populations, les personnels contre les fermetures d'hôpitaux prévus.

- Taxer les revenus financiers au même taux que nos salaires (13,6 %). C'est 65 milliards par an pour la sécurité sociale.

5 - 35 heures sans diminution de salaires : une diminution immédiate de 2 heures par semaine permettrait de créer 500 000 emplois.

6 - Augmenter le temps de formation : permettre en 5 ans, à chaque travailleur d'y consacrer 10 % de son temps de travail créerait ou maintiendrait 500 000 emplois.

7 - Embauche définitive des salariés sous contrat (ils sont plusieurs dizaines à la SILEC).

SECURITE :

1 - Présence d'îlotiers connaissant la population, effectuant un travail de prévention dans les quartiers sensibles, dégagant ainsi les moyens pour que la Police Nationale joue son rôle dans toutes les communes.

2 - La drogue est un fléau en elle-même, mais elle est aussi source de délinquance. Si certains consommateurs doivent être traités comme des malades, les dealers doivent faire l'objet des peines les plus lourdes.

TRANSPORTS ENVIRONNEMENT :

1 - Privilégier l'aide aux transports publics de voyageurs.

2 - Accomplir les efforts pour les dessertes de gares, les accès, les parkings.

3 - Donner les moyens en matériel (rames, confort) et en personnel pour l'accueil et la sécurité.

4 - Réactiver la ligne SNCF Melun-Montereau via Champagne.

5 - Développer le trafic de marchandises par voie fluviale et ferrée.

6 - Refuser le péage de l'autoroute A5.

7 - Investir pour que les berges de la Seine redeviennent le joyau qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être.

8 - Traiter les déchets industriels et ménagers, les eaux usées qui ne sont épurés qu'à 40 %, polluant fleuves et rivières. Cela permettrait de développer des filières créatrices d'emplois.

LOGEMENT :

1 - Interdire les expulsions, saisies, coupures de gaz et d'électricité à l'encontre des familles de bonne foi, frappées par la crise.

2 - Arrêter l'escalade des hausses de loyers en supprimant les taxes et charges qui pèsent sur les quittances des locataires (25 % de la quittance).

3 - Alléger les remboursements d'emprunts des accédants à la propriété par la révision des taux d'intérêts, en correspondance avec l'inflation actuelle.

4 - Réhabiliter le parc des logements anciens à Melun sans hausse de quittance.

5 - Rétablir l'aide de l'Etat au logement social existant avant la loi Barre (40 %).

6 - Obtenir la construction de logements de qualité à des prix abordables en plus grand nombre et dans toutes les villes.

Efficace pour le logement, cette politique serait aussi efficace pour l'emploi.

2 logements construits = 1 emploi créé.